

Nguyễn Văn Thinh (1888 – 1946)

L'aventure de la République Autonome de Cochinchine

Par G.N.C.D. JJR 65



Il y avait encore au début des années 1970 une très belle tombe, grande, en marbre sombre, dans le cimetière de la rue Mạc Đình Chi (anciennement rue de Massiges) à Saigon, au Vietnam. C'était celle de Nguyễn Văn Thinh, premier Président du Conseil de l'éphémère République Autonome de Cochinchine. Elle était toujours propre et bien nettoyée, et on ne savait pas si c'était du aux visiteurs ou aux employés du cimetière. Cette tombe disparut lorsque les autorités communistes firent raser le cimetière et en firent un parc public vers 1984. Nguyễn Văn Thinh a donc disparu deux fois. Mais qui était-il, et que fut exactement cette République Autonome de Cochinchine ayant officiellement existé moins de 2 ans ?



Ci-dessus : drapeau de la R.A. de Cochinchine

Nguyễn Văn Thinh est né en 1888 dans une famille de propriétaires fonciers cochinchinois. Il était citoyen français, car la Cochinchine était devenue terre française, après les traités de 1862 et de 1867 entre la France et l'Empire d'Annam. Les autochtones étaient donc *sujets* français soumis aux lois de la République Française, une partie d'entre eux recevant la citoyenneté française, qui leur donnait le droit de vote. Les *sujets*, eux, ne votaient pas.

Le jeune Thinh fut un brillant élève du secondaire au collège Chasseloup-Laubat, devenu plus tard lycée, puis lycée Jean-Jacques Rousseau. Ainsi put-il entrer à l'Ecole de Médecine de Ha Nội, parmi les tout premiers autochtones, en 1907, à 19 ans, après son baccalauréat. Encore mieux, il put aller ensuite en France faire son internat de médecine, en tant qu'Interne des Hôpitaux de Paris. Après l'internat et sa thèse, il travailla à l'Institut Pasteur de Paris, se maria avec une Française, et revint au Viet Nam.

Défilé militaire français brd Norodom à Saigon, 18 juin 1946

Son éducation à l'occidentale fit qu'il se retrouva très vite auprès des diplômés vietnamiens de l'enseignement supérieur de l'époque, souvent « retour de France », au sein du Parti Constitutionnaliste désireux de faire évoluer le paysage politique vietnamien. Dans cette action, il se sentait certainement plus Vietnamien que Cochinchinois. A cette époque-là, la Cochinchine Française n'avait qu'un demi-siècle d'existence, et des liens nostalgiques existaient encore entre la Cochinchine et le reste du Vietnam. Le Parti Constitutionnaliste, vu avec les yeux d'aujourd'hui, ne demandait en fait qu'une modernisation de l'Etat alors annamite, mais en coopération avec la France. Nulle idée d'action violente, pendant qu'en ce temps là, Nguyễn Tất Thành, plus tard mieux connu sous le nom de Hồ Chí Minh, cherchait à développer l'idéal communiste chez les Vietnamiens. En somme, Nguyễn Văn Thinh était un nationaliste modéré. Ainsi se retrouva-t-il parmi les organisateurs des funérailles gigantesques de Phan Châu Trinh, grand nationaliste vietnamien, en 1926, pour rejoindre ensuite les rangs du Parti Constitutionnaliste alors au sommet de sa puissance avec ses 10 délégués élus au Conseil Colonial en 1926, Conseil Colonial dont Bùi Quang Chiêu (un autre ancien du Collège Chasseloup-Laubat) va devenir vice-président.



Le Parti Constitutionnaliste perdant peu à peu son pouvoir et connaissant des dissensions (un de ses dirigeants, Nguyễn Phan Long était jaloux de Bùi Quang Chiêu), Nguyễn Văn Thinh fonda en 1936 le Parti Démocrate avec son ami le Dr Trần Văn Đôn (un autre ancien du Collège Chasseloup-Laubat et père du futur général).

Mais Thinh, un nationaliste, alors qu'il était citoyen français ?

Il faut connaître le contexte de l'époque pour comprendre ce sentiment. La Cochinchine, territoire français, et cela pèsera lourd en 1945-46, se voyait appliquer les lois françaises. En d'autres termes, la liberté d'opinion était garantie, en tout état de cause au minimum pour ceux qui disposaient de la citoyenneté française. C'était le cas de Thinh. L'enseignement occidental reçu lui avait fait voir l'antagonisme entre les idéaux dont l'enseignement l'a abreuvé, et la réalité, alors qu'il voyait sa terre natale dirigée par l'étranger. C'était le cas de tous les autochtones qui sortaient à cette époque-là de l'enseignement français au Vietnam, d'autant que la majeure partie d'entre eux n'étant pas citoyens français (que ce soit en Cochinchine ou dans le reste de l'Empire d'Annam) ne disposaient pas de la rémunération au niveau de leur diplôme. Nguyễn Văn Thinh en souffrait pour eux. La comparaison est restée célèbre : un chef de province vietnamien de ce temps là recevait l'équivalent du salaire d'un gendarme français, sur place. La France créait ainsi et aveuglément des frustrés. Ainsi, même et surtout la bourgeoisie saigonnoise, petite ou grande, chercha sa voie entre le confort relatif mais assujéti aux Français, et une libération personnelle quitte à « se contenter » de la liberté financière (comme le fit un Trương Văn Bền avec ses savonneries, ou un Nguyễn Phú Khải avec sa Société Commerciale Annamite doublée de son journal La Tribune Indigène, ou un Nguyễn văn Cửa avec l'imprimerie l'Union)

1945. Après le coup de force japonais du 9 mars éliminant le pouvoir français, la France avait du se résoudre à parlementer avec le nouveau pouvoir Viêt-Minh totalement téléguidé par les communistes, et avait pu revenir au Tonkin avec des troupes menées par le général Leclerc, Hồ Chí Minh voulant se soustraire aux Chinois présents de par les accords de Potsdam. La France a reconnu l'existence du Viet Nam indépendant dans le cadre de l'Union Française. Mais sans la Cochinchine, territoire français. Il fut décidé entre la France et le nouveau pouvoir vietnamien, par l'accord du 6 mars 1946, que le sort futur de la Cochinchine soit décidé par référendum. La venue de Hồ Chí Minh en France fut décidée, ainsi que la tenue d'une conférence franco-vietnamienne préliminaire à Dalat avant cette venue.

L'amiral Thierry d'Argenlieu, Haut-Commissaire en Indochine, voulait absolument conserver la Cochinchine pour la France. Il était soutenu en ce sens et discrètement par Marius Moutet, ministre français des colonies, socialiste au sein d'un gouvernement tripartite (socialistes, MRP, communistes). Le soutenaient également les Services Civils, c'est-à-dire l'ensemble des fonctionnaires français travaillant au Vietnam : déjà explicitement menacés dans leur fonction par l'accord du 6 mars 1946, ils voyaient avec peur l'ombre de la même catastrophe pour eux s'étendre éventuellement à l'ensemble du Vietnam. La position des colons français était similaire : comment seraient-ils traités ?

Hồ Chí Minh arrivant à Paris en juin 1946 →

Tout cela explique la facilité avec laquelle d'Argenlieu autorisa une délégation cochinchinoise à aller à Paris « expliquer » la Cochinchine au gouvernement, à Paris. Cette délégation était menée par le colonel Nguyễn Văn Xuân camarade de promotion de Polytechnique de Jules Moch, ministre français de l'Intérieur, et incluait Trần Văn Hữu, futur premier ministre de Bảo Đại en 1950. La délégation partit à Paris le 17 avril 1946, le jour même de l'ouverture de la conférence préliminaire de Dalat. Notons au passage qu'une fois de plus, un ancien de Chasseloup-Laubat (Xuân) se signalait, et dans la même mouvance que Nguyễn Văn Thinh.



La conférence de Dalat en avril 1946 fut satisfaisante d'un point de vue non-politique et en tout point (économique, culturel, financier) mais fut un échec politique complet car elle buta définitivement - le dernier jour c'est-à-dire le 11 mai - sur la question du rattachement de la Cochinchine.

Déjà, le 7 mai 1946, le Conseil Consultatif de Cochinchine avait désigné Nguyễn Văn Thinh comme signataire pour la Cochinchine de la convention franco-cochinchinoise réglant les relations futures entre la Métropole et la colonie.

C'est ici qu'il faut clarifier les événements. En effet, l'accord franco-vietnamien du 6 mars prévoyait bien un référendum en Cochinchine sur son statut futur (obligatoire d'un point de vue constitutionnel) , mais qu'en attendant, une structure allait être mise en place pour organiser des élections suivies du référendum. Le référendum était nécessaire car, répétons-le, la Cochinchine étant terre française, seuls ses habitants – ou ses représentants élus - pouvaient décider de leur sort (rattachement au Vietnam ou continuation sous drapeau français) d'un point de vue constitutionnel français.

Cette structure cochinchinoise allait permettre à d'Argenlieu de saboter les pourparlers franco-vietnamiens à Paris. En effet, Nguyễn Văn Thinh, maintenant partisan du séparatisme cochinchinois, avait constitué dès le 10 mai 1946 son équipe , qui incluait Nguyễn Văn Xuân, Trần Văn Ty, Lưu Văn Lang (là encore, un ancien de Chasseloup-Laubat !), Nguyễn Văn Tâm, Nguyễn Tấn Cường et quelques autres personnes, moins connues. Comment Nguyễn Văn Thinh en était-il arrivé là ?

Nous avons vu plus haut qu'il avait créé le Parti Démocrate en 1936. Nous disposons de peu de détails sur la période 1936-1945 le concernant, sinon qu'il a été vu à la Faculté de Médecine de Ha Nội au début des années 1940 par Nguyễn Lưu Viên (plus tard ministre sud-vietnamien dans les années 1960). En effet, de 1940 à 1945, le « règne » de l'amiral Decoux était sans partage : autant les autorités de l'empire d'Annam étaient mises en avant, autant toute action politique réelle était strictement contrôlée, et ce, sur toute la palette politique, de la gauche à la droite. Thinh a-t-il été approché par les Japonais durant cette période ? on ne le sait, mais c'est possible, comme ce fut le cas pour toutes les personnalités vietnamiennes connues de l'époque, presque sans exception. Or, dès la chute des Français le 9 mars 1945 lors du coup de force japonais, tous les hommes politiques vietnamiens ont tous bougé , de la droite à la gauche, dans un sens ou dans l'autre, mais à peu près unanimement tous étaient pour l'indépendance. Certains ont été liquidés rapidement par le Việt Minh manipulé par les communistes, qui ne voulait aucune concurrence (cas de Bùi Quang Chiêu , de Phạm Quỳnh ou du frère de Ngô Đình Diệm entre autres), d'autres se sont retirés plus ou moins discrètement après quelques mois (Trần Trọng Kim, Trần Văn Chương) , d'autres faisant le contraire.

Toujours est-il qu'il se retrouva au sein du Conseil Consultatif en 1945-1946. Il s'y fit connaître - à tort- comme un francophile visible . En effet en septembre 1945 eu lieu une brève période de contrôle de Saigon par les communistes de Trần Văn Giàu, qui laissa des morts nombreux et des meurtres politiques. Ceci avait révolté tous les modérés vietnamiens, même s'ils avaient des sympathies pour les révolutionnaires . C'est possiblement cette modération et la présence d'une épouse française qui fit considérer Thinh favorablement par les intérêts économiques français locaux, outre les services de Thierry d'Argenlieu, Haut-Commissaire de France. Ancien chef du Parti démocrate, Nguyễn Văn Thinh fut probablement déclaré « jouable » par le pouvoir local français.

La République Autonome de Cochinchine fut donc proclamée le 1^{er} juin 1946 devant la Cathédrale de Saigon. Selon Philippe Devillers, la foule était aux 2 tiers composée de Français. Une convention signée le 3 juin déterminait l'organisation générale de la nouvelle république ainsi que ses relations avec Cédile, le Commissaire de la République français à Saigon. En réalité, Cédile (ensuite Torel) était le vrai maître car en tant que conseiller du nouveau gouvernement - officiellement de manière temporaire – il dirigeait de fait l'administration, et les colons ne s'y trompaient pas , montrant leur satisfaction visible.

Georges Bidault serrant la main de Hồ Chí Minh devant J. Sainteny, 1946

Cette façade ne cachait pas grand-chose et dès le premier jour, les humiliations tombèrent sur Nguyễn Văn Thinh. On lui refusa tout bâtiment administratif officiel et toute résidence personnelle officielle, et il dut travailler pendant quelque temps dans son cabinet médical. Les ministres en déplacement logeaient chez lui. Le gouvernement cochinchinois ne disposait que d'une voiture pour Thinh seul , dont l'immatriculation était - d'après les souvenirs du lieutenant Trần Văn Đôn (chef de l'armée sud-vietnamienne bien plus tard) – composée de cinq zéros. Partout où il allait en inspection, c'était dans un véhicule militaire, escorté des seuls soldats français. Le portrait parfait d'un pantin. Et bien entendu, le gouvernement n'avait aucun budget. La désillusion était immense, mais Nguyễn Văn Thinh avoua un jour au lieutenant Trần Văn Đôn : « les Français se rendent compte que je ne suis pas une marionnette ».



Thinh avait admis jouer ce jeu-là précisément pour avoir ne serait-ce qu'un pied dans le pouvoir local et arracher progressivement une autonomie totale, après quoi, il aurait « marché » avec les nationalistes du Centre et du Nord du

Vietnam, pour arriver à un Vietnam indépendant réuni mais sans les communistes. C'est ce message-là que Thinh demanda au lieutenant Trần Văn Đôn de transmettre à un camarade à Hà Nội, le Dr Trần Văn Quý, médecin personnel discret de Hồ Chí Minh, mais dont les fils étaient membres du VNQDD, parti ultra-nationaliste à ce moment-là aidé par les Chinois. Un pied dans le pouvoir d'abord, pour travailler efficacement ensuite pour l'autonomie.

Or, de pouvoir, il n'y avait rien. Juridiquement, le gouvernement français ne pouvait discuter avec des « représentants » d'un territoire français tant que le territoire n'était pas indépendant, sans référendum. Fonctionnellement, l'administration cochinchinoise marchait comme au beau temps des années d'avant-guerre sous la houlette des fonctionnaires de Cédile, puis de Torel. Financièrement, le rare personnel de la République Autonome de Cochinchine se débrouillait avec des bouts de ficelle.

Informé de la création à Saigon de ce nouveau « pouvoir » par le général Salan durant le voyage en sa compagnie qui le menait à Paris, Hồ Chí Minh ne fut pas étonné (la création d'une structure à Saigon avait été incluse dans l'accord franco-vietnamien de mars 1946), fit une comédie (« laissez-moi rentrer chez moi ! ») mais résolut en fait d'en prendre son parti : après tout, il avait obtenu d'être reçu officiellement à Paris pour une négociation complète, flanqué du général Salan et de Jean Sainteny. C'était oublier que la France, plongée dans un climat électoral total pour la campagne pour une nouvelle constitution, n'avait pas de gouvernement. Il dut attendre longtemps dans le sud de la France, en vacances forcées, avant de pouvoir, enfin, être reçu un mois plus tard et de commencer à négocier à Fontainebleau.

Pendant ce temps, les Français se rendaient compte que Nguyễn Văn Thinh, humilié, ruait dans les brancards. Ils commencèrent à envisager son simple remplacement par Trần Văn Ty, qui, sudiste irréductible, disait vouloir ériger une véritable « muraille de Chine entre la Cochinchine et le reste du Vietnam ».

On en était à cette volonté française de « débarquer » Nguyễn Văn Thinh quand éclata la nouvelle du suicide de ce dernier le 10 novembre 1946. On l'avait retrouvé pendu à l'espagnolette de la fenêtre de son bureau au 1er étage de sa maison, un livre médical sur le suicide ouvert sur son bureau. Son vieil ami cofondateur du Parti Démocrate le Dr Trần Văn Đôn, averti par son fils le lieutenant et accourant d'urgence, ne put qu'éclater en sanglots devant le corps non encore détaché de la fenêtre. Pas même 6 mois se sont écoulés depuis la proclamation de la République, le 1^{er} juin.

Thinh eut droit à des funérailles nationales, et à un tombeau grandiose au sein du cimetière français de Saigon, rue de Massiges. La moindre des choses de la part des Français.

Se rendant malgré tout qu'ils avaient forcé un peu trop la dose, les Français furent moins bêtes avec le successeur de Thinh, le docteur (décidément...) Lê Văn Hoạch, un caodaïste bon teint assez peu commode de caractère. Trần Văn Ty, décidément trop autonomiste absolu, n'avait pas été retenu. Lê Văn Hoạch disposa enfin de bâtiments officiels pour la République Autonome de Cochinchine, dont le Palais La Grandière, ancienne résidence des gouverneurs de Cochinchine (rebaptisé Palais Gia Long en 1955 puis Musée Municipal de Saigon dans les années 1980) d'un budget d'un embryon de troupes vietnamiennes, et d'un vrai personnel. Lê Văn Hoạch venant du mouvement Cao Đài avait de plus son budget privé en provenance de cette faction. L'administration française pour sa part devint moins tâtilonne dans ses rapports avec la République Autonome de Cochinchine. Trop tard.

Trop tard en effet car, après le retour au Vietnam de Hồ Chí Minh ayant arraché un simple « modus vivendi » au lieu d'un accord formel d'indépendance, et dès la fin de 1946 avec « l'incident de Hải Phòng » la rupture entre la France et Hồ était consommée. Le Việt Minh et le gouvernement de la République Démocratique du Viet Nam – qui avaient signé l'accord du 6 mars 1946 – durent se replier dans les forêts montagneuses du Nord-Vietnam, et la guerre d'Indochine démarrait officiellement, alors qu'elle avait débuté de fait dès octobre 1945 avec l'arrivée des troupes du GI Leclerc en Cochinchine.

On connaît la suite : contacts des Français avec Bảo Đại dès 1947 pour un gouvernement vietnamien sans (et contre) les communistes, l'ex-empereur étant sûr de son retour dès 1948, retour effectif en 1949 avec une indépendance acquise en même temps que le rattachement de la Cochinchine au Vietnam. En somme, tout ce dont Nguyễn Văn Thinh avait rêvé.

Entretemps, Lê Văn Hoạch avait cédé dès fin 1947 la place au colonel promu général Nguyễn Văn Xuân; le général comprit que c'était la fin de la carte séparatiste et changea en 1948 le nom de République Autonome de Cochinchine en Gouvernement Provisoire du Sud-Vietnam en attendant le retour définitif de Bảo Đại, dont il devint en 1949 le chef adjoint du gouvernement d'un Vietnam enfin réuni sous le nom d'Etat du Vietnam, pour être congédié moins d'un an plus tard, remplacé par Nguyễn Phan Long, l'ancien « collègue » de Nguyễn Văn Thinh au sein du Parti Constitutionnaliste des années 1930. La boucle était fermée.

Que peut-on dire de Nguyễn Văn Thinh ? Peu de choses certaines, car peu de sources écrites publiques sont disponibles, les autres détails existant peut-être dans les archives d'outre-mer que l'auteur des présentes lignes n'a pas consulté, s'agissant de Nguyễn Văn Thinh.

Idéaliste ? Non, bien plus réaliste que cela, mais non sans une ombre de légèreté et de candeur, chose impardonnable en politique. Imaginait-il que ce serait un parcours facile que de demander à un pouvoir étranger installé depuis 8 décennies (à ce moment-là) de céder la place facilement ? On ne le sait. Mais une chose est sûre : il sous-estimait visiblement la capacité d'humiliation délibérée et de résilience d'un pouvoir colonial finissant, et méconnaissait la « neutralité » de fait de la masse cochinchinoise.

Car en face de ceux songeant à une réunification des 3 « Kỳ » du Vietnam, il y avait – quand même – une frange de la population de l'extrême sud du Vietnam qui avait une tendance autonomiste, sentiment largement exploité par les Français. Les liens avec la dynastie des Nguyễn avaient été coupés dès 1867 en dépit d'un certain mouvement national anti-français ayant duré plus de 2 décennies en Cochinchine.

La présence des lois françaises garantissant un minimum de justice et plus de libertés réelles qu'en Annam, une vie moins dure sinon meilleure sous le soleil tropical que dans d'autres régions vietnamiennes moins bien dotées par Dame Nature, un sentiment de fierté – justifié – d'être des pionniers de la conquête de la terre cochinchinoise, tout cela avait créé un type spécifique de population cochinchinoise se démarquant des gens de Huê ou de Hà Nội et se méfiant d'eux. La preuve ? Des années 1940 jusqu'au début des années 1960, les gens du centre et du nord allant au sud du Vietnam se plaignaient systématiquement de la discrimination dont ils étaient victimes de la part de leurs compatriotes de Cochinchine. La République Autonome de Cochinchine, pur instrument politique au service de l'autorité coloniale française avait donc quand même un minimum de fond d'approbation diffuse et confuse d'une partie de la population locale.

De plus, les adversaires de Nguyễn Văn Thinh étaient de tout horizon :

- le Việt Minh, qui le considéraient comme traître
- les nationalistes, qui le traitaient de vendu aux Français
- les séparatistes convaincus, qui le trouvaient trop mou
- les Français, qui le méprisaient ouvertement et croyaient le manipuler

En réalité et dès septembre 1946, à peine 3 mois après la création de la République Autonome de Cochinchine, la fin future de ladite République pouvait être lue dans une instruction du 23/9/1946 de Marius Moutet ministre des colonies envoyée à l'amiral Thierry d'Argenlieu et autorisant l'entrée au sein du gouvernement cochinchinois d'éléments favorables à la réunification des 3 Kỳ. Cette instruction fut considérée plus tard par Philippe Franchini comme une condamnation implicite de la République de Cochinchine. Encore une contradiction française.

Mais cela n'excusera pas le triste épisode que cette république bien éphémère a vécu pendant ses 6 premiers mois, ni surtout la malheureuse fin d'un homme désormais bien oublié ayant deviné le futur proche sans avoir su l'atteindre.

G.N.C.D.

Bibliographie restreinte

Décolonisation du Vietnam, un avocat témoigne : Me Trịnh Đình Thảo – par Trịnh Đình Khải – Ed. L'Harmattan
Việt Nam Nhân Chứng – Trần Văn Đôn – Xuân Thu, California.
Histoire du Viet Nam de 1940 à 1952 – Philippe Devillers – Editions du Seuil
Chapitre « Elite, bourgeoisie ou la difficulté d'être » par Pierre Brocheux, Saigon 1925-1945, Ed. Autrement, 1992
Les guerres d'Indochine, Tome 1 – Philippe Franchini – Ed. Pygmalion/Gérard Watelet

outre des sites internet en français, anglais et vietnamien très disparates et donnant quelques détails sur le sujet

Textes incluant le même sujet, dans le magazine Good Morning :

http://aejrsite1.free.fr/goodmorning/gm86/gm86_GeneralNguyenVanXuan.pdf

http://aejrsite1.free.fr/goodmorning/gm151/gm151_EtEtatDuVNfutCree.pdf